

PARIS SOUS TENSION

Dire que rien ne peut changer, que l'on ne peut dévier la marche du destin, c'est la prime accordée à toutes nos lâchetés

JOURNAL ANARCHISTE SUR PARIS ET AU-DELÀ - OCTOBRE 2016 - N°7

parissoustension@riseup.net parissoustension.noblogs.org

« Circulez, y'a rien à voir ! »

Dans la nuit du 19 juillet 2016, un homme de 24 ans, Adama Traoré, est tué par la flicaille lors d'une interpellation dans le Val d'Oise. Asphyxié par trois gendarmes, la version officielle parlera d'un « malaise cardiaque ». On ne compte plus les morts sous les coups des porcs en uniforme : abattus par des balles comme Medhi Bouhouta ou Amine Bentounsi, lynchés ou étranglés comme Hakim Aijimi, Wissam el Yamni, Houcine Bouras ou Abdelhak Goradia, tazés comme Loic Louise, tués par leurs « armes non létales » comme Rémi Fraisse. La liste de l'horreur policière est longue, trop longue. Chaque année des dizaines d'homicides de la police française, plus d'une centaine au cours des dix dernières années. La version officielle, bien sûr, est toujours la même : légitime défense des flics, cela même quand la victime est tuée d'une balle dans le dos ou lynchée par plusieurs flics armés. Quelque fois, très rarement, l'État reconnaît une « bavure », un « excès » d'un mauvais agent et sanctionne alors le « coupable ». Mais nous savons qu'il ne s'agit pas de bavures, que la violence de flics est quotidienne et systématique. Elle fait partie de son travail, elle est son travail. Nous le savons parce que nous connaissons cette violence, parce que nous la subissons, comme des milliers d'autres personnes autour de nous. Nous connaissons le harcèlement continu, les humiliations, les insultes, les tabassages, les yeux mutilés par leurs flash-balls, leurs coups de matraque dans le dos ou sur la tête. Nous savons que leurs homicides ne sont pas des « bavures » mais le produit de la normalité, de cette normalité.

C'est en effet une guerre quotidienne que l'État mène aux pauvres, aux migrants, aux rebelles, aux enfants des colonisés, à tous ceux qui – par leurs conditions de naissance ou par leurs choix – ne sont pas conformes à ses règles. C'est une guerre quotidienne qui est menée aux frontières comme dans la rue, dans les transports en commun comme sur les lieux de travail. La menace de la violence physique suit toujours celle de la violence économique : si tu ne travailles pas tu crèves de faim ou de froid, si tu te débrouilles sans travailler et si tu te rebelles contre les règles du jeu, on te tabasse et on te fout en taule... Une guerre quotidienne pour défendre un ordre qui est structurellement fondé sur l'oppression, l'inégalité, la domination du plus fort. Une guerre quotidienne où on t'apprend à obéir, trahir ses

proches et servir le plus fort, baisser la tête et fermer ta gueule. Une guerre quotidienne menée aussi avec de nouvelles mesures pour intensifier l'exploitation, augmenter les heures de travail et rendre la main d'œuvre plus « flexible » ; des nouvelles lois « anti-terroristes » et des militaires partout ; des nouvelles technologies de contrôle et des caméras de surveillance quadrillant les rues ; des centaines d'expulsions locatives pour faire de la place à de grands projets de spéculation immobilière... Dans ce contexte, ce n'est pas étonnant que l'État annonce la construction de 33 nouvelles prisons, dont trois en Île-de-France parmi une première série de 9 « prioritaires ». Face à une masse toujours plus grande d'exclus et de marginaux, face aux conflits qui traversent le pays et à la galère dans les quartiers, le Pouvoir augmente ses capacités d'enfermement et de répression.

Mais les puissants et leurs chiens de garde n'arrivent pas à inculquer à tous et toutes la terreur, l'obéissance, la résignation, l'indifférence ou la dépression. Ici et là, chaque jour, les exploités, les exclus, les enfermés se révoltent contre la violence de cette société-prison. Le 3 juillet dans le quartier de Ménilmontant, une patrouille de GPIS (la milice de vigiles semi-publics des bailleurs HLM) est prise pour cible avec des pierres, des mortiers et un cocktail Molotov qui enflamme leur voiture. Suite à la mort d'Adama Traoré en juillet, plusieurs quartiers s'embrasent pendant quatre nuits. Dans le Val d'Oise, principalement à Beaumont-sur-Oise et à Persan, mais aussi à Champagne-sur-Oise et Berne-sur-Oise, des dizaines de véhicules et des bâtiments sont incendiés et les flics accourus sur place sont accueillis par des centaines de plombs tirés au fusil de chasse, des tirs de mortiers et des Molotovs. Le 26 juillet quatre-vingt détenus de la maison d'arrêt d'Osny (Val-d'Oise) refusent de quitter la cour de promenade après avoir mis le feu à des draps, en réaction au décès d'Adama Traoré. Cette mutinerie sera d'ailleurs suivie par une série d'autres révoltes dans plusieurs prisons françaises : le 7 septembre à Aiton (Savoie) face au refus de la justice de laisser sortir un détenu pour assister aux obsèques de son frère, des prisonniers refusent de regagner leurs cellules à l'issue de la promenade et détruisent les sanitaires de la cour ; le 12 septembre, dans la taule de Vivonne (Vienne), suite au refus de permission de sortie à un détenu, une cinquantaine de mutins prennent possession d'un étage, ouvrent les cellules et déclenchent plusieurs départs de feu, détruisant complètement une partie du bâtiment ; le 25 septembre à Valence, les détenus agressent des matons, leur prennent les clés pour ouvrir des cellules, cassent des caméras de vidéosurveillance, des vitres et de l'électroménager et incendient des matelas ; le 16 octobre encore à Aiton (Savoie), une trentaine de détenus ont déclenché un incendie, mettant hors usage 50 cellules.

Se faire exploiter, choisir un maître (ou se le voir imposer) et de manière générale faire comme tout le monde, est-ce cela la liberté ?

NON. Dépassons ce constat amer que nous faisons -trop- régulièrement.

Réfléchissons et discutons de tout ce qui nous opprime, nous exploite et nous empêche de nous émanciper.

Pointons du doigt les responsables, les collabos, leurs projets et leurs structures qui participent à la perpétuation et au développement de la domination et de l'exploitation.

Faisons résonner les diverses manifestations d'insoumission et d'attaques, les révoltes plus ou moins étendues dans l'espace et dans le temps. Car la domination et l'exploitation s'incarnent dans des êtres humains, des bureaux, des structures, des véhicules, etc. bien réels et atteignables par l'imagination de chacun-e.

Car voici notre conviction : nous pouvons nous donner les moyens de reprendre nos vies en main, de lever la tête, d'agir et de rendre des coups au « meilleur des mondes » par nous-mêmes, de manière directe et autonome. Sans se soumettre, ni commander.

Et au-delà de tout cynisme ou résignation, nous sommes capables de rêver et d'imaginer des vies et des relations autres que celles qui nous sont imposées.

Ce journal se veut ainsi un cocktail d'oxygène et d'étincelles, d'idées et de rêves de liberté, d'attaques, d'insoumission et d'offensives diverses.

Par des individus d'ici et d'ailleurs qui se mettent en jeu ; avec audace, lucidité, espoir, dégoût, rage, joie et confiance en soi, ses idées et ses complices...

Ce journal souhaite montrer et faire la convergence de ces vies ; ces vies comme des *paris sous tension*...

Ces gestes démontrent que, malgré le contrôle et la violence quotidienne de la police, malgré les murs et les barreaux, malgré la menace du mitard, des liens de solidarité et de complicité continuent de se tisser. L'oppression partagée continue d'alimenter un désir commun de révolte et de liberté. Ainsi, la même haine de l'autorité unit dans le temps et dans l'espace des millions d'opprimés. Pendant les émeutes pour Adama et les mutineries en France, aux Etats-Unis des afro-américain(e)s répondent au feu de la police et des milliers de prisonniers entament une énorme grève et des mutineries contre l'esclavage carcéral. Un même sourire de joie apparaît sur nos visages quand on voit une colonne de fumée noire s'élever des braises ardentes d'une voiture de flic ou d'une prison qui crame.

Dagnaud, ferme ta gueule !

On a lu la lettre laconique adressée « aux riverains du quartier Stalingrad » par le maire socialiste du 19e arrondissement, François Dagnaud. On l'a lu et on a bien rigolé. Ce qui serait suffisant si cela ne concernait pas des centaines de personnes triées comme des déchets par ce président du Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de Paris, ses adjoints de la Propreté de Paris et - les éboueurs indispensables de la matière humaine - les flics.

Le roi des ordures tient à nous informer que les campements de migrants dans « nos » quartiers « s'installent chaque fois dans des conditions d'insalubrité et de précarité humainement choquantes et très critiques sur le plan sanitaire ». C'est comme ça, on ne cesse de nous informer que la Préfecture d'Île-de-France « a fini par organiser une très

lourde opération de mise à l'abri ». Pour ceux qui passent un peu de temps aux alentours de l'avenue de Flandre et du boulevard de la Villette, la « lourdeur » de ces opérations de mise en camionnettes des flics ne laisse aucun doute : des dizaines de personnes lourdement tabassées, chassées comme des rats pour que la Propreté de Paris puisse entreprendre sa mission hygiénique : « rétablir un minimum de salubrité ». Pour ceux qui voudraient assister à ce triste et, accordons-le à notre roi, très lourd spectacle, il se joue assez régulièrement, tous les deux jours.

Mais ne vous inquiétez pas, car Dagnaud a déjà informé Emmanuelle Cosse, Ministre du Logement, et Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur, de « l'urgence de la situation ». De plus, la Maire de Paris va ouvrir « deux camps humanitaires aux normes internationales » pour que « les trottoirs de Paris ne soient plus une étape obligée des parcours migratoires ». Ce qui n'est pas dit par notre hygiéniste, pourtant, c'est que pour lui et pour l'État en général, les parcours migratoires consistent en l'obtention de l'asile pour quelques poignées (les « réfugiés »), et les centres de rétention et l'expulsion pour la vaste majorité des migrants – les « camps

humanitaires » n'étant qu'une étape du tri par lequel ces deniers sont séparés des premiers. Comme si derrière cette prise en charge des migrants par les services de l'État il n'y avait pas une machine entière qui profite de ces « parcours migratoires » : des contracteurs privés qui construisent les centres de rétention, ceux qui y sont chargés de l'entretien, ceux qui transportent et expulsent des gens comme du bétail humain, ceux qui investissent dans les infrastructures d'enfermement et d'expulsion, ceux qui balancent les sans-papiers (les syndicats et la CGT entre autres) et qui peignent à cette machine un visage « humain » (les associations humanitaires et caritatives). Et, disons-le parce que c'est important, comme si le fait que des masses de gens pourrissent dans la rue n'était pas du fait de l'État, qui décide qui a et qui n'a pas le droit d'exister dans « nos » quartiers, dans « nos » pays, à l'intérieur de « nos » frontières. Comme si le fait de ne pas avoir un abri -migrants ou non- n'avait rien à voir avec le fait qu'afin d'avoir un toit sur la tête, il faut d'abord se prosterner devant un employeur et ensuite devant un propriétaire – tous les deux gardant le droit divin de nous envoyer

nous faire foutre.

Pour résumer, si les campements des migrants dans « nos » quartiers « s'installent chaque fois dans des conditions d'insalubrité et de précarité humainement choquantes et très critiques sur le plan sanitaire », ce que nous promet l'État et ses larbins comme Dagnaud annonce des conditions peut-être plus salubres (on pense aux fameux containers calaisiens, sans cuisine ni eau), mais d'une précarité humainement non moins « choquante » et très, très « critique ». Alors non, Dagnaud, roi des ordures, nous n'agréons point l'expression de ta considération distinguée. Ce quartier ne nous appartient point, comme il n'appartient pas aux migrants. Il t'appartient, à toi, tes urbanistes et tes flics. Pour quiconque refuse de traiter les masses de pauvres en ordures humaines, tu es un ennemi.

Nous te prions d'agréer, Dagnaud, l'expression de notre volonté sincère que tu fermes ta gueule.

Des riverains quelque peu énervés du quartier Stalingrad qui ne leur appartient pas, en solidarité avec les migrants contre l'État et sa machine à expulser.

Loïn des yeux loïn du coeur ?

A l'heure d'écrire ces lignes, une opération de police de grande ampleur est sur le point d'être lancée à Calais. Une opération qui vise à déporter la totalité des personnes habitant cette zone appelé la Jungle, où quelques 7000 individus jouissent encore d'une certaine autonomie, de relations d'entraide pour faire face à la précarité et s'organiser pour tenter de passer la frontière. Ils devraient être répartis aux quatre coins de la France, selon des considérations juridiques et administratives et de manière à leur retirer tout espoir d'aller au bout de leur chemin, certains en « centres d'accueil », certains en centres de rétention. Un peu comme on trie des déchets. Calais, ce point de passage presque obligé pour des milliers de personnes qui, sous la contrainte, par nécessité, ou par choix, ont quitté leurs lieux de vie, et s'accrochent malgré la tourmente à leur souhait d'atteindre l'Angleterre.

Calais, ce territoire où il y a un peu plus d'un an, Eurotunnel a érigé une trentaine de kilomètres de barrières métalliques, sur plusieurs rangées, parfois surmontées de barbelés, à grand renfort de caméras, de système de surveillance infrarouge, de clôtures électrifiées, de vigiles et de maîtres-chiens. Il s'agissait de soulager les policiers en charge d'empêcher l'accès à l'Eurotunnel et au port, qui se sont fait parfois copieusement malmener au cours d'affrontements, quand chez ceux à qui ils sont chargés de rendre la vie impossible, se mélangeaient colère, entraide et volonté de dépasser ou d'abattre les obstacles. Calais, où il y a un an Eurotunnel a déboisé massivement des terrains qui jouxtent les voies ferrées, d'abord pour faire place nette pour la vidéosurveillance et enlever toute possibilité de se cacher, ensuite pour inonder les terrains, et annihiler toute tentative de passage face au risque de noyade. Calais, où en janvier dernier l'Etat a fait construire un camp de containers pour que s'y entassent, sous la menace d'une expulsion imminente, un nombre choisi de personnes, sous l'étroite surveillance d'une association humanitaire (La Vie Active) et d'un système de prise d'empreintes palmaires à l'entrée (construit par une entreprise de la région). Calais, où comme dans les rues de Paris et d'ailleurs, les arrestations, les enfermements en centre de rétention et les expulsions forcées se comptent par milliers.

Calais, ce territoire où l'infamie est mise à nue.

Calais, où l'arbitraire du pouvoir sur la vie de tous, et plus violemment sur celle des indésirables, ne peut pas être niée.

Calais, où la priorité donnée aux transports de marchandises et à la circulation des trains plutôt qu'à l'existence d'êtres de chair et de sang s'étale au grand jour.

Calais, où industrie, business et répression banquettent au mariage de l'horreur et de l'indifférence.

Calais, où se cristallise ce qui règne en maître partout ailleurs.

A Calais donc, la construction et la consolidation de frontières visibles continuent : mi-octobre les premières plaques de ciment, de quatre mètres de haut, ont été posées pour bâtir un mur entre la Jungle et le port qui constitue une des dernières possibilités de passage, puisqu'y transitent chaque jour plusieurs milliers de camions. Un nouveau dispositif qui s'inscrit dans un projet plus large de contrôle du cheptel humain et de répression de ceux qui refusent de s'y plier, un projet monstrueusement rationnel, pensé, élaboré, discuté, adapté, négocié, décidé, avec sang-froid et lucidité par des représentants institutionnels, des politiciens de haut rang, des conseillers, des hauts fonctionnaires de la police et de la Préfecture, des législateurs et des juges, des experts, des entrepreneurs, des sous-traitants. Un projet qui génère de grosses sommes d'argent, suffisamment pour intéresser une flopée d'entreprises comme **Eurovia-Vinci** en charge de la construction du mur, **Sogea**, autre filiale de Vinci, qui s'est chargée de la destruction de la zone sud de la Jungle en février et de la construction du camp de containers, l'ONG **ACTED** subventionnée par l'État et qui collabore avec la Police aux frontières pour l'organisation de l'expulsion, les agences de location de machines de construction **Manitou**, **Salti** et **Kiloutou**. Un projet qui ne se limite pas à Calais et ses alentours, et dans lequel la **SNCF** prend sa part de responsabilité notamment en renforçant les contrôles ciblant les sans-papiers en gare de Calais Fréthun, Paris Gare du Nord et Lille, collaboratrice des déportations vers l'Italie depuis la vallée de la Roya lors des opérations de contrôle quotidiennes opérées par les militaires et les flics dans les trains et sur les quais de gare. **Thalès** également qui a organisé un système de surveillance complexe du Port de Calais, et produit les deux drones militaires qui surveillent le site d'Eurotunnel, et qui se vante d'être un des leaders mondiaux sur le marché de la surveillance des frontières.

Pour ceux venus d'ailleurs sans autorisation et sans pied-à-terre, l'État voudrait qu'il n'existe que deux solutions : l'enfermement en centres de rétention (et sa nouvelle déclinaison expérimentée cet été, l'enfermement à l'extérieur, c'est-à-dire l'assignation à résidence avec l'obligation de signer au commissariat tous les jours) ou un contrôle strict, à travers des procédures de demande d'asile, « d'aiguillage » (c'est-à-dire de renvoi forcé) dans un autre pays d'Europe, de placement dans des centres. Mais si l'État parvient à enfermer des corps, il échoue à annihiler les cœurs et les esprits, comme le prouve l'incendie d'une grande partie du centre de rétention de Vincennes début juillet par les détenus eux-mêmes, ou les multiples et perpétuelles tentatives d'évasions. Quant aux mesures de contrôle, malgré les vicieuses tentatives des associations et organisations humanitaires pour les faire accepter à ceux qui savent pertinemment pour quelles raisons ils les refusent, tout laisse penser que l'État, sans l'adhésion de ceux qu'il voudrait voir dociles et obéissants, va devoir utiliser la force et la violence pour les leur imposer. Dévoilant, une fois de plus et sans pudeur, la seule face qui est la sienne : celle de l'autorité.

Quelques nouvelles d'Italie

Le matin du 6 septembre, sur ordre d'un juge d'instruction, les chiens de la DIGOS (services de renseignement - police politique italienne) ont fait irruption chez une trentaine d'anarchistes dans différentes villes du pays, amenant en prison six d'entre eux. Il sont accusés d'avoir formé une « association subversive » qui aurait réalisé plusieurs attaques ou tentatives d'attaque, avec des armes et des explosifs, contre des flics, des casernes, une école de police, des dirigeants d'entreprises (une entreprise du nucléaire, un journal, une société immobilière), des hommes d'État, des directeurs de centres d'enfermement pour personnes sans papiers... Des attaques qui datent de 2005 à 2012 et qui ont toutes été revendiquées par des sigles anarchistes.

Accusés de renvoyer au pouvoir un petit pourcentage de sa violence quotidienne : Peut être faut-il rappeler les massacres et la violence quotidienne de ce système ? Faut-il rappeler que chaque année des centaines de travailleurs meurent suite à des « accidents de travail » (entre 500 et 600 chaque année, les chiffres sont similaires en Italie et en France) ? Combien d'autres tombent malades et s'éteignent à cause de la pollution due aux substances industrielles chimiques, pesticides, radiations nucléaires, ou plus simplement à cause de l'épuisement et la dépression ? Faut-il rappeler la violence des frontières ? Ces quinze dernières années, près de 25.000 migrants sont morts

en essayant de traverser les frontières blindées des Etats européens et la Méditerranée qui est devenue un immense cimetière. Ou faut-il encore rappeler les conséquences des bombardements et des invasions militaires réalisés par des pays comme l'Italie ou la France en Afrique et au Moyen Orient ? Faut-il rappeler les homicides et la violence de la police dans la rue, les milliers de personnes enfermées par la Justice, les centaines de « suicides » dans les geôles, la répression violente des manifestations, le contrôle toujours plus systématique et technologique de tous les rebelles et les « non conformes » aux exigences du marché ? Tout cela n'est pas le produit d'un destin irréversible de l'humanité. Tout cela n'est pas le produit d'un hasard, de la nature, ou d'un fléau divin. Les responsables ont des noms et des adresses, des bureaux, ils utilisent des voitures, des machines... Ils sont vulnérables.

L'innocence et la culpabilité sont des critères que nous laissons volontiers aux charognards de l'État. Nous partageons avec les anarchistes italiens récemment l'amour pour la liberté et la haine pour le pouvoir. Nous partageons avec eux l'idée qu'une révolte violente et destructrice est nécessaire face à la violence quotidienne du pouvoir. Nous partageons avec eux la conviction qu'il est possible d'agir, ici et maintenant, contre les responsables de l'oppression.

CAR S'IL EXISTE QUELQUE CHOSE DE PROFONDÉMENT ENRACINÉ DANS LES ÊTRES HUMAINS, PAR-DELÀ LE TEMPS ET L'ESPACE, C'EST BIEN LA CAPACITÉ À REFUSER LE SORT QUI LEUR EST FAIT, À SOI ET À SES SEMBLABLES, À REFUSER DE SE PLIER AUX INJONCTIONS EXTÉRIEURES. C'EST LA VOLONTÉ INALTÉRABLE DE DÉFIER LES PUISSANCES QUI LES CONDAMNENT À UN DESTIN TOUT TRACÉ. C'EST DE LÀ QUE LA RÉVOLTE PUISE SA FORCE. EN S'EN DONNANT LES MOYENS, IL EST TOUJOURS POSSIBLE DE RENVOYER UN PEU DE LEURS RESPONSABILITÉS À LA FACE DES ENNEMIS DE LA LIBERTÉ.

Ce qui dégoûte le cœur, que la main s'y attaque

ÉCLATS D'INSOUMISSION ET DE RÉVOLTE

PARCE QUE LA LIBERTÉ SERA TOUJOURS À CONQUÉRIR AVEC NOTRE INTELLIGENCE ET NOTRE FORCE. PARCE QUE FACE AUX FLICS, POLITICIENS, ENFERMEURS, PATRONS, EXPLOITEURS, VENDEURS DE FAUX ESPOIRS, BÂTISSEURS DE LA SOCIÉTÉ-PRISON, COLLABOS, FAUX-CRITIQUES, RENDRE DES COUPS DONNE DE VIGOUREUSES BOUFFÉES D'OXYGÈNE.

ENGLUER LA JUSTICE

Dimanche 16 octobre au soir, quelques inconnu(e)s ont mis de la colle dans les serrures et les digicodes du Tribunal Administratif de Toulouse, expliquant leur geste par la révolte contre les « expulsions en tout genre » que décrète cette institution : sans-papiers expulsés d'un camp de fortune ou du pays, locataires mis à la rue pour loyer impayé...

ET COUPER LE JUS À LA MACHINE À PRESSURER (LES GENS AU TRAVAIL COMME S'ILS ÉTAIENT DE CITRONS)

A Toulouse aussi, la nuit du 18 au 19 septembre, le boîtier électrique d'un Pôle Emploi a été brûlé par quelqu'un(e) qui n'aime vraiment pas le travail (ni la loi!). Résultat : ce centre d'embarquement forcé a dû fermer pour 3 jours (de répit).

QUELQUES VOITURES EN FEU CONTRE LA GENTRIFICATION, LE NUCLÉAIRE, ET LEUR MONDE

Le 6 septembre au petit matin, cinq Autolib sont incendiées à Montreuil (93), en solidarité avec les personnes incarcérées

lors du mouvement contre « la Loi Travail et son monde ». Dans un texte on lit que les Autolib ont été visées car elles sont « le signe de l'embourgeoisement de la ville » et sont dites prétendument « propres » alors que, électriques, elles font tourner le nucléaire.

INTERNET N'EST PAS UN DIEU IMMATÉRIEL

Le 8 octobre après-midi, un incendie se déclare dans un local technique de l'opérateur Orange à Saint-Siffret (Gard), et l'ensemble du village se retrouve alors sans internet ni téléphone fixe pour plusieurs jours. Dans les journaux on peut lire une remarque pour une fois pertinente, même si on la sent ironique pour eux : les habitants « vont passer une nuit tranquille », enfin.

L'ÉNERGIE MORTIFÈRE PART EN FUMÉE

En solidarité avec les anarchistes arrêté(e)s en Italie (cf. article), un utilitaire de l'entreprise Engie (nouveau nom de GDF-Suez) a été incendié à Pantin (93). Un communiqué précise que celle-ci « collabore avec l'Etat à l'enfermement

(gestion de prisons et de centres de rétention) ». Pour montrer que même si les puissants répriment quelques personnes, il ne pourront jamais contenir la révolte offensive contre ce monde, on peut continuer le combat pour lequel certains sont arrêtés : la solidarité c'est l'attaque !

CRÈVE LES YEUX INDISCRETS DU CONTRÔLE

Mardi 4 octobre, dans le « quartier sensible » de Grand Vaux à Savigny-sur-Orge, au moins 6 caméras de vidéo-surveillance ont été détruites sur le toit d'un immeuble, ainsi que le boîtier servant à la diffusion des images. Dix jours plus tard, 3 autres sont cassées sur un autre toit. Même si elles n'étaient pas encore en fonctionnement, le dégât reste le même : 20 000 euros seront nécessaires pour remettre le dispositif en état. Le bailleur (Coopération et famille) avait acheté 100 000 euros son dispositif total d'une quinzaine de caméras, mais il faut croire que le flicage de nos faits et gestes ne passe pas sans encombre dans ce quartier décrit par les flics comme une « poudrière » où ils ne « passent même plus ».